

Le défi de l'engagement du Canada dans le monde : Mémoire présenté par le BCEI au Comité des finances de la Chambre des communes dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2014

Résumé

Le BCEI, l'organisation canadienne de l'éducation internationale, s'intéresse au thème des consultations qui porte sur l'accroissement de la compétitivité des entreprises canadiennes dans le contexte du Plan d'action sur les marchés mondiaux et de la Stratégie en matière d'éducation internationale.

Le Canada n'en fait pas assez pour préparer les dirigeants compétents et conscients de la dimension internationale dont nous aurons besoin demain, ce qui fait apparaître le « défi de l'engagement du Canada dans le monde ». Le Canada tire de l'arrière, derrière les pays qui sont ses principaux concurrents et qui sont conscients de l'impératif économique stratégique qu'est le soutien de grands programmes d'éducation internationale pour leurs étudiants.

Le Canada doit repenser son approche de l'éducation internationale et mobiliser une masse critique dans la génération montante.

Le BCEI préconise la mise en œuvre, à compter de 2015, d'un programme important pour réaliser des progrès mesurables vers un objectif de 50 000 bourses par année d'ici 2022 (comme le Comité consultatif du gouvernement l'a recommandé). On pourrait souligner le 150^e anniversaire du Canada, en 2017, en offrant 15 000 bourses.

Bureau canadien de l'éducation internationale

Le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) est l'organisation vouée à l'éducation internationale au Canada. Il veut faire du Canada un chef de file mondial en matière d'éducation internationale, mobilisant ses 150 établissements membres d'un bout à l'autre du Canada pour toute une gamme de partenariats et d'occasions de favoriser la mobilité dans le monde entier. Son mandat est de renforcer la capacité du Canada de contribuer et de participer à fond dans le monde entier grâce à des liens en matière d'éducation.

Un élément central du mandat de l'organisme est de préparer les dirigeants canadiens de demain au moyen d'expériences en éducation internationale. Le mémoire soumis au Comité des finances portera uniquement sur cet aspect du travail du Bureau, car il revêt une importance de plus en plus cruciale et c'est un point sur lequel le Canada est très en retard sur une bonne partie du reste du monde.

En préparant la prochaine génération de dirigeants, nous agissons dans le domaine du deuxième thème des consultations : la recherche d'une plus grande compétitivité pour l'entreprise canadienne. Notre mémoire a un lien avec deux documents clés du gouvernement : le [Plan d'action sur les marchés mondiaux](#) (nov. 2013), désigné ici par le sigle PAMM, et la [Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale](#) (janv. 2014), ou SCEI.

Nous proposons une initiative pour relever ce que nous appelons le *défi de l'engagement du Canada dans le monde*. Le BCEI est positionné de façon exceptionnelle pour jouer un rôle de champion de cette initiative, y contribuer et la mettre en place. Depuis ses débuts, à la fin des années 1940, il établit des ponts vers le monde pour le secteur de l'éducation et pour le Canada.

Défi de l'engagement du Canada dans le monde

Le Canada doit relever un formidable défi : amener un plus grand nombre d'étudiants à aller étudier à l'étranger et les préparer à devenir des citoyens du monde dans tous les sens du terme.

Pourquoi est-ce tellement important?

Pour le Canada, un grand pays commerçant qui doit pouvoir compter, pour préserver sa prospérité, sur la mobilité internationale des personnes, des biens et des services, il est essentiel d'avoir une masse critique de professionnels bien préparés à gérer les risques et à maximiser les avantages du commerce international. Comme le PAMM le signale, le commerce international représente maintenant plus de 60 % du PIB du Canada, et le cinquième des emplois au Canada sont liés aux exportations.

Au-delà des affaires, ce n'est un secret pour personne qu'il existe une multitude d'enjeux planétaires.

Les Canadiens doivent être prêts à participer à la vie du village planétaire et à y jouer un rôle de chef de file, transcendant dans leur travail les frontières, les cultures, les langues et les valeurs dans l'intérêt de tous.

Pour les Canadiens, un engagement international sérieux et le soutien de ceux qui sont dans le besoin sont une valeur fondamentale. La participation aux efforts bénéfiques pour la planète et ses habitants est pour eux une valeur essentielle.

Que faisons-nous pour préparer les dirigeants canadiens de demain, ceux qui peuvent négocier, analyser, communiquer et s'engager sérieusement au niveau international?

Le point

Récemment, le BCEI a publié un article pour féliciter le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) d'avoir inclus une dimension internationale à son initiative *Agir pour le Canada : emplois et compétences pour le 21^e siècle*. En partenariat avec le Conseil international du Canada (CIC), le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) a commandé un rapport sur la SCEI. Il s'intitule *Canada's International Education Strategy: Time for a fresh curriculum*. Comme le rapport le dit, la SCEI a trois axes : attirer des étudiants étrangers, combler les pénuries de main-d'œuvre spécialisée et servir l'économie et la société. Le BCEI en félicite le gouvernement. La SCEI établit un objectif ambitieux : doubler le nombre d'étudiants étrangers, le portant à 450 000, d'ici 2022. Et le BCEI est déterminé à faire sa part pour qu'on atteigne cet objectif.

Toutefois, comme il est souligné dans le rapport cité plus haut et comme le BCEI le soutient depuis longtemps, la mobilité des étudiants étrangers qui viennent au Canada n'est qu'un des piliers d'une approche complète de l'éducation internationale. La mobilité des étudiants canadiens qui vont à l'étranger est tout aussi importante.

Alors que, par exemple, plus de 30 % des étudiants allemands vont à l'étranger pendant leurs études – et il se fait un effort concerté en vue de porter cette proportion à 50 % –, on estime qu'une infime fraction de 3 % des étudiants canadiens participent aux programmes d'échanges de leur université ou collège canadien. C'est là le talon d'Achille pour les aspirations du Canada à un engagement plus poussé dans le monde et à une plus grande compétitivité.

Le BCEI préconise un objectif national qui consisterait à quintupler le pourcentage actuel. Il faudrait que pas moins de 15 % des étudiants canadiens aillent étudier à l'étranger dans le cadre de leur programme d'études.

Le rapport publié en 2012 par le Comité consultatif sur la stratégie internationale en matière d'éducation, mis sur pied par le gouvernement, s'intitule *L'éducation internationale : un moteur-clé de la prospérité future du Canada*. Il recommande que, d'ici 2022, on offre chaque année aux étudiants canadiens 50 000 bourses pour étudier à l'étranger, de façon à surmonter le très lourd déficit du Canada en matière de compétences internationales.

Pour atteindre cet objectif, il faudra injecter des fonds. Cela ne nous permettra pas d'atteindre les 15 %, mais c'est tout de même un objectif ambitieux, et cela nous mettra dans la bonne voie.

Pour atteindre l'objectif, il faudra aussi une vision audacieuse. Nous devons mobiliser une masse critique d'étudiants pour les aider à réaliser la pleine valeur des études à l'étranger. Les dirigeants doivent faire valoir de façon plus énergique l'importance des compétences tirées des contacts avec l'étranger – à témoin, le [rapport](#) pénétrant de la Fondation Asie Pacifique du Canada et de la Munk School of Global Affairs soulignant qu'il est urgent de créer une « compétence asiatique ».

Le BCEI croit que la position future du Canada sur la scène mondiale et dans l'économie mondiale n'en exige pas moins.

Éducation à l'étranger : une priorité

D'autres pays font d'énormes progrès dans l'internationalisation de la prochaine génération. Voici des exemples :

- Le programme brésilien de bourses [Ciências sem Fronteiras](#) (CsF, Sciences sans frontières), qui a vu le jour en 2011, renforce les connaissances théoriques et les compétences pratiques de 101 000 étudiants. En juin 2014, la présidente du Brésil a annoncé la deuxième phase du projet, qui prévoit 100 000 bourses de plus. CsF vise à propulser le Brésil dans l'économie du savoir.
- Les États-Unis ont pris des mesures audacieuses. Le président Obama a lui-même annoncé la 100,000 Strong Initiative avec la Chine, qui est maintenant une fondation indépendante sans but lucratif qui permet à des étudiants américains de passer un semestre dans des établissements d'enseignement chinois. Il a récemment annoncé un programme semblable avec l'Amérique latine. Voici ce qu'on lit sur le [site Web](#) du programme : « Dans le monde d'aujourd'hui, interconnecté et propulsé par la technologie, une éducation de qualité ne suffit pas. Nous devons être plus sensibles à ce qui se passe à l'étranger et aux autres cultures. Nous avons besoin d'une génération de dirigeants qui peuvent franchir les frontières. Pour cela, les étudiants ont besoin d'un riche bagage de compétences et d'expériences, y compris des contacts avec d'autres pays et d'autres cultures. Voilà la vision qui anime 100,000 Strong in the Americas. »
- Le programme Erasmus de l'Union européenne, qui a fêté ses 25 années d'existence en 2013, a offert plus de trois millions de bourses d'études dans les divers pays de l'UE. Même si elle vise par là à forger une identité européenne, l'UE est allée au-delà de ses pays membres pour tisser des liens au moyen de deux grands programmes de coopération et de mobilité : [Erasmus Mundus](#) et [Erasmus +](#).
- Dans le cadre du [New Colombo Plan](#), le gouvernement australien a débloqué 100 millions de dollars sur cinq ans pour accroître la capacité des étudiants australiens d'étudier et de travailler dans la région indo-pacifique. Le programme appuie des études d'un an et des stages d'un semestre à l'étranger et il offre des subventions pour des occasions de formation à plus court terme qui sont ainsi facilitées pour de nombreux étudiants.

À la différence de ces pays, le Canada n'a pas abordé l'internationalisation de la prochaine génération comme un grand défi ou comme un impératif national. Il a plutôt proposé des programmes spécialisés qui n'aident qu'une cohorte réduite et pendant une période limitée.

Si nous considérons ce qui se passe dans le commerce international et ce que font nos concurrents pour consolider leurs réussites, et si nous tenons compte des objectifs importants du PAMM et de la SCEI, force est de conclure que le Canada doit, de toute urgence, se doter d'une masse critique de jeunes dirigeants ouverts sur le monde pour améliorer sa capacité globale de s'engager dans le monde à moyen et à long termes. Les programmes spécialisés ou ponctuels ne sont pas une solution. Sans des efforts concertés et des ressources substantielles, nous risquons de produire une génération de Canadiens incapables de livrer concurrence. Et les conséquences pour notre bien-être économique sont graves.

Et maintenant?

Comment le Canada peut-il relever efficacement le défi de l'engagement dans le monde?

Fondamentalement, nous devons percevoir ce défi comme un impératif, non comme un élément secondaire et certainement pas comme un caprice. Et nous devons viser haut. Nous devons sans délai mettre en place un programme de taille qui permettra de réaliser des progrès mesurables vers l'objectif recommandé par le Comité consultatif, soit 50 000 bourses par année d'ici 2022.

L'éducation internationale est explicitement désignée dans le PAMM comme un atout pour la compétitivité et, avec deux autres éléments, utile « pour élaborer des stratégies détaillées qui maintiendront le Canada à l'avant-garde des secteurs économiques clés et qui renforceront le commerce et l'investissement canadiens ainsi que les liens interpersonnels sur les marchés ciblés ». De plus, il fait allusion au « lancement d'une stratégie internationale en matière d'éducation visant à attirer des étudiants étrangers au Canada et à resserrer les liens entre les institutions d'enseignement de calibre mondial du Canada et leurs homologues du reste du monde ». Les échanges d'étudiants et de jeunes chercheurs sont compris dans le deuxième objectif, et il s'agit d'un élément central de l'établissement de liens institutionnels. Nous devons *absolument* nous occuper de cet autre pilier important de l'éducation internationale qui permet aux étudiants canadiens de développer leur potentiel et de devenir les dirigeants de demain.

Ce serait une grave erreur de laisser cela en marge de notre SCEI en évolution.

Récemment, le BCEI a eu des entretiens avec des dirigeants du monde des affaires et du gouvernement pour connaître leurs opinions sur l'éducation à l'étranger. Ils estiment qu'elle est de plus en plus importante, mais ils ont un point de vue particulier. Le type d'études auquel ils attachent la plus grande valeur allie les études théoriques au travail pratique de façon à acquérir des compétences comme le travail en équipe, l'analyse critique et des compétences dans une deuxième langue (ou une troisième).

Les dirigeants souhaitent également que les étudiants des Premières Nations au Canada puissent avoir des contacts avec l'étranger, ce qui leur vaudra de meilleurs résultats sociaux et économiques pour leurs collectivités au Canada.

Il y a de nombreuses occasions de lier un vaste programme avec les pays et secteurs prioritaires du PAMM et d'assurer la participation des étudiants des Premières Nations. Le milieu des affaires se réjouirait de ces liens, qui peuvent constituer une plateforme pour son propre engagement et son soutien.

De nombreux dirigeants d'aujourd'hui illustrent le lien entre éducation internationale et développement économique. Dans un [blogue](#) récent pour le BCEI, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, l'hon. Chris Alexander, a déclaré, faisant allusion à sa propre expérience en Allemagne pendant ses études de premier cycle à l'Université McGill :

Notre avenir économique est lié à cette circulation de jeunes gens à la recherche d'une scolarité et de nouvelles carrières qui les passionneront. Alors nous cherchons à établir des relations économiques stratégiques avec l'Asie, à établir des partenariats avec l'Alliance pacifique d'Amérique latine et à tirer parti de l'Accord historique économique et

commercial global entre le Canada et l'Union européenne, nous sommes littéralement en train d'ajouter à nos priorités la croissance de liens humains, scolaires, d'innovation, d'investissement et de commerce qui peuvent soutenir notre croissance pour les dizaines d'années à venir.

Le BCEI recommande que le gouvernement investisse dans un programme majeur qui, progressivement, offrira de plus en plus de bourses aux étudiants canadiens des niveaux secondaire et postsecondaire, pour atteindre d'ici 2022 le nombre de 50 000 proposé comme objectif par le Comité consultatif.

Selon nos recherches, les étudiants ne demandent pas des montants considérables. Ils souhaitent obtenir un simple complément à leur contribution personnelle et aux modestes subventions proposées par certains établissements.

Le BCEI préconise d'offrir un minimum de 10 000 bourses de 1 000 \$ chacune en 2015, nombre qui passerait à 12 500 en 2016, puis à 15 000 en 2017, pour souligner le 150^e anniversaire du Canada.

Le BCEI recommande que, dans les cinq années ultérieures, le nombre de bourses augmente régulièrement pour atteindre les 50 000 bourses préconisées, en 2022 et dans les années suivantes.

Le BCEI ose espérer que le présent mémoire a apporté des renseignements utiles sur la contribution importante de l'éducation internationale à la réussite du Canada. En faisant un investissement relativement modeste dans les études à l'étranger, le gouvernement du Canada servira les intérêts supérieurs du Canada et des Canadiens.

Le BCEI serait heureux de pouvoir discuter avec le Comité des finances de cet enjeu et de cette occasion qui s'offre à nous.